

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
28 mai 2008
Français
Original : anglais

**Assemblée générale
Soixante-deuxième session
Point 120 de l'ordre du jour
Application des résolutions
de l'Organisation des Nations Unies**

**Conseil de sécurité
Soixante-troisième année**

**Lettre datée du 23 mai 2008, adressée au Secrétaire
général par le Représentant permanent de la Grèce
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la lettre que vous a adressée le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine, en date du 21 avril 2008 (voir A/62/826-S/2008/290), je saisis cette occasion pour faire le point de l'évolution récente concernant cette question importante.

Vous vous rappelez peut-être que, dans ses résolutions 817 (1993) et 845 (1993), le Conseil de sécurité a proposé que l'ex-République yougoslave de Macédoine soit admise à l'Organisation des Nations Unies sous un nom provisoire en attendant que la question de son nom soit réglée. Le Conseil a déclaré ensuite qu'il faudrait régler cette question dans l'intérêt du maintien de relations pacifiques et de bon voisinage dans l'Europe du Sud-Est. Un processus a été engagé, sous vos auspices, en vue de trouver une solution mutuellement acceptable.

La décision d'inviter l'ex-République yougoslave de Macédoine à devenir membre de l'OTAN dès qu'une solution mutuellement acceptable serait trouvée à la question du nom de l'État a été prise collectivement et à l'unanimité par les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'OTAN au sommet qui s'est tenu à Bucarest le 3 avril 2008. Il ne s'agit pas d'un acte unilatéral de la Grèce entrant dans le champ d'application de l'article 11 de l'Accord intérimaire, comme l'a laissé entendre de façon incorrecte le Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine dans la lettre qu'il vous a adressée.

La Grèce tient à affirmer que la raison pour laquelle il n'a pas été possible, à Bucarest, d'inviter l'ex-République yougoslave de Macédoine à devenir membre est que celle-ci, du fait de sa conduite générale à l'égard de la question du nom et d'un membre de l'Alliance, n'a pas satisfait à la condition du respect du principe des relations pacifiques et de bon voisinage. Ce principe figure dans les objectifs fondamentaux de l'Alliance, tels qu'énoncés dans le Traité de l'Atlantique Nord, et il constitue donc une condition préalable à l'adhésion. Selon la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, la question du nom est une question « qu'il



faudrait régler dans l'intérêt du maintien de relations pacifiques et de bon voisinage dans la région » et par conséquent, tant que cette question ne sera pas réglée, au moins une des conditions préalables à l'adhésion à part entière à l'Alliance, à savoir le maintien de relations pacifiques et de bon voisinage, ne sera pas satisfaite.

Outre les éléments essentiels ci-dessus, les allégations selon lesquelles la Grèce aurait violé les articles 11 et 5 de l'Accord intérimaire signé par la Grèce et l'ex-République yougoslave de Macédoine en 1995 sont infondées également d'un point de vue purement juridique.

Comme chacun sait, le principe *pacta sunt servanda*, principe fondamental du droit international régissant les relations contractuelles entre les États, est fondé sur la réciprocité; il s'applique dans les deux sens. En conséquence, l'Accord intérimaire ne peut être mis en œuvre de façon sélective et unilatérale, mais globalement et réciproquement, sur la base de l'application réciproque du principe *pacta sunt servanda*.

Dans ce contexte, il convient de noter que l'ex-République yougoslave de Macédoine est responsable d'une violation substantielle de l'Accord intérimaire depuis sa conclusion, affirmant et appuyant des revendications territoriales à l'encontre de la Grèce (violation substantielle des articles 2, 3 et 4), en favorisant et tolérant l'irrédentisme (violation substantielle de l'alinéa 2 de l'article 6), en permettant et en ne décourageant pas des actes d'incitation à la violence, à la haine et à l'hostilité contre la Grèce (violation substantielle de l'alinéa 1 de l'article 7), en continuant sans aucune justification d'utiliser de façon inappropriée des symboles se rapportant au patrimoine historique et culturel de la Grèce malgré les protestations de cette dernière (violation substantielle de l'alinéa 3 de l'article 7) et en interdisant la recherche historique (« loi sur les activités scientifiques et de recherche », Journal officiel du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine, vol. 13/96 et 29/02), ce qui constitue une violation substantielle de l'alinéa 1 de l'article 8. Des éléments de preuve abondants et irréfutables corroborent ces violations substantielles de l'Accord intérimaire par l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Qui plus est, l'ex-République yougoslave de Macédoine a violé à la fois la lettre et l'esprit de l'alinéa 1 de l'article 5 de l'Accord intérimaire se référant aux négociations pour le règlement de la question du nom, car, en adoptant une position totalement intransigeante et rigide, elle n'a pas appliqué la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, dans laquelle le Conseil a prié instamment les parties de « parvenir à un règlement rapide de la divergence qui existe entre elles ». Depuis lors, la position de l'ex-République yougoslave de Macédoine demeure inchangée. Le contraste est frappant avec la Grèce, qui, faisant preuve d'un esprit constructif et d'un esprit de compromis, a abandonné sa position initiale et a accepté l'idée d'un nom composé, qui pourrait également comprendre le terme « Macédoine ». La juxtaposition des attitudes de la Grèce et de l'ex-République yougoslave de Macédoine concernant la volonté de parvenir à une solution de compromis montre clairement laquelle des deux parties agit conformément à la lettre et à l'esprit de l'alinéa 1 de l'article 5, et laquelle les bafoue.

En outre, c'est l'ex-République yougoslave de Macédoine qui n'a pas respecté le principe *pacta sunt servanda* s'agissant de l'application de l'alinéa 1 de l'article 11 de l'Accord intérimaire et du paragraphe 2 de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité, dans lequel il est dit que l'ex-République yougoslave de Macédoine sera désignée provisoirement, à toutes fins utiles à l'Organisation, sous ce nom, en

attendant que soit réglée la divergence qui a surgi au sujet de son nom. En septembre 2007, M. Kerim, le Président de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, commettant un abus de pouvoir, a donné la parole au Président de l'ex-République yougoslave de Macédoine en le présentant comme « le Président de la République de Macédoine », en violation flagrante de la lettre et de l'esprit de l'Accord intérimaire (al. 1 de l'article 11) et de la résolution 817 (1993) du Conseil de sécurité.

Compte tenu de ce qui précède, l'ex-République yougoslave de Macédoine n'a pas le droit d'exiger de la Grèce qu'elle applique l'article 11 alors qu'elle ne cesse de violer la majorité des dispositions de l'Accord intérimaire en ne s'acquittant pas des obligations qui sont les siennes en vertu dudit traité et en violant, ce faisant, le principe *pacta sunt servanda*.

Malgré ce qui précède, la Grèce demeure acquise à l'Accord intérimaire ainsi qu'aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et engagée dans le processus de négociation qui se déroule sous les auspices de l'ONU en vue de parvenir à un règlement rapide de la question du nom. C'est dans cet esprit que la Grèce, à l'issue du sommet de Bucarest, a invité de nouveau l'ex-République yougoslave de Macédoine à travailler de concert avec elle en vue de trouver dès que possible une solution mutuellement acceptable, ce qui contribuerait à améliorer les relations de voisinage et à renforcer la sécurité et la paix régionales, ouvrant à ce dernier État la porte des institutions euratlantiques et européennes.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 120 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) John **Mourikis**